



Affaire suivie par :  
Sofia FERHANE  
Tél. : 01.69.08.81.50  
Courriel : sofia.ferhane@cea.fr

**FOURNITURE DE CONSOMMABLES  
D'IMPRESSION ET DE PETITS  
MATERIELS INFORMATIQUES**

**Réf. DAPS\_S2MN\_PM\_SF\_B24-06397**

**Projet d'Accord-cadre n°500000xxxx**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Eric STEHLE agissant en qualité de Directeur des achats et des partenaires stratégiques,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La **société** .... domiciliée .... immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro R.C.S. ...., représentée par ....., agissant en qualité de .....,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 – SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 – GARANTIE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIÈRES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 – CONDITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 - DURÉE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 - PENALITÉS.....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 1 - ETABLISSEMENTS CEA .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2 – CONDITIONS FINANCIERES.....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE.....</b>	<b>19</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

- 1.1** Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le Titulaire s'engage à réaliser les prestations suivantes :
- fourniture et livraison de consommables d'impression, de supports de stockage, d'accessoires informatiques et de cartouches de données LTO (ci-après dénommés Produits);
  - gestion de catalogues dématérialisé et électronique ;
  - service avant-vente et après-vente ;
  - fourniture d'états statistiques détaillés.
- 1.2** Les prestations sont réparties en 4 lots mono-attribués faisant l'objet de 4 accords-cadres distincts :
- Lot 1 : Consommables d'impression
  - Lot 2 : Supports de stockage (hors LTO)
  - Lot 3 : Accessoires informatiques
  - Lot 4 : Cartouches de données LTO

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord lesquelles prévalent et de ses annexes qui en font partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le cahier des charges référencé DSI-CRF-2024-011 daté du 18/12/2024 ;
- les dispositions particulières définies dans les bons de commande ;
- le Kit PACHA, constitué du document intitulé « Mise en place de l'achat électronique » Version 2.0 du 06/04/2021 et ses annexes ;
- les dispositions particulières applicables sur chaque site CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (édition janvier 2021) ;
- et à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée ..... en date du .....

Le Titulaire reconnaît expressément être en possession, avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus ; ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales ou réglementaires impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION**

### **3.1 Bénéficiaires**

Les Bénéficiaires du présent accord-cadre sont les suivants :

- L'ensemble des sites du CEA (les 10 centres listés en annexe 1 au présent accord-cadre et le cas échéant, les annexes rattachées),
- Les unités mixtes de recherche (UMR) sous tutelle du CEA ;

En cas de déménagement ou de fermeture du site d'un Bénéficiaire, le Titulaire ne peut exercer aucun recours contre le CEA en raison de la réduction de périmètre de la prestation. Aucune indemnité n'est due au Titulaire à ce titre.

### **3.2 Extension à d'autres Bénéficiaires**

A tout moment, le CEA se réserve la possibilité d'intégrer d'autres Bénéficiaires. Les modalités d'intégration seront discutées entre les Parties.

## **ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### ➤ Obligation de résultat

Les prestations, objet du présent accord, dont le Titulaire assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat, tel que la qualité des produits, les délais de livraisons ou du service avant/après-vente, n'était pas atteint, le CEA peut appliquer les pénalités décrites à l'article 14 et/ou résilier le présent accord-cadre aux torts du Titulaire conformément aux dispositions des CGA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations et de la fourniture qui lui sont confiées au titre du présent accord, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

#### ➤ Obligation de communication

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, d'informer le CEA par le biais de son correspondant technique, ceci afin de protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire s'engage en particulier à :

- convenir avec le CEA d'une réunion de lancement de l'accord-cadre, dans les 15 jours de la signature de ce dernier;
- informer des disponibilités des différents produits,
- signaler les ruptures de stock,
- signaler l'arrêt de commercialisation ou la fin de vie d'un produit avec un préavis de 2 mois minimum,
- mettre en garde le CEA lorsqu'il décèle des risques de quelque nature.

#### ➤ Obligation d'information

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs et documents permettant de suivre le volume et le bon déroulement des prestations prévues au présent accord.

Le Titulaire s'engage également à mettre en place un système de traçabilité de ses différents échanges avec le CEA.

Le Titulaire tient le CEA informé de toute offre promotionnelle de plus de trois mois affectant un ou plusieurs produits objet du présent marché. Cette promotion peut faire l'objet d'une mise à jour du catalogue électronique PACHA.

➤ Obligation de conseil

Le Titulaire doit assurer une mission de conseil auprès du CEA sur l'utilisation des produits objet du présent marché.

Dans le cadre de cette mission, le Titulaire s'engage notamment à proposer les produits les plus adaptés aux besoins du CEA.

Il informe le bénéficiaire des défauts connus d'un produit, et prend les mesures correctives qui en découlent.

A tout moment le CEA bénéficie gratuitement de la part du Titulaire de conseils et/ou d'informations diverses sur les produits concernés par le présent marché.

## **4.2 Responsabilité, transfert des risques et de propriété**

Les produits commandés par le CEA sont acheminés par le Titulaire et à ses risques et périls, au lieu de livraison tel que précisé sur la commande correspondante.

Le transfert des risques et de propriété du Titulaire au CEA s'opère à la livraison des produits au point de livraison désigné dans la commande.

## **4.3 Personnel du Titulaire**

### **4.3.1 Conditions d'accès dans le cadre des livraisons**

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront avoir accès aux établissements CEA qu'après la constitution d'un protocole de sécurité entre le Titulaire ou son sous-traitant et l'établissement CEA livré.

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants doivent se présenter, munis d'une carte d'identité ou d'un passeport, à l'entrée principale de chaque établissement CEA, ou éventuellement aux endroits spécifiquement précisés par chaque établissement CEA lors de l'édition du protocole de sécurité.

L'information du CEA sur la date de livraison doit se faire 48 heures préalablement à la date de rendez-vous. Les principaux renseignements qui sont à fournir pour toute personne devant entrer sur le site sont :

- nom de la société,
- nom/prénom de la personne,
- fonction de la personne,
- date et lieu de naissance de la personne,
- nationalité de la personne,
- adresse personnelle.

### **4.3.2 Accès au Centre - Délivrance du laissez-passer**

Le personnel du Titulaire doit se présenter à l'accueil muni des pièces suivantes :

- le formulaire CEA de demande d'accès dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des laissez-passer),
- la carte d'identité ou le passeport,
- le formulaire d'attestation de l'employeur, fourni par le CEA et dûment complété par le Titulaire, dans les cas d'un séjour de courte durée des personnels du Titulaire sur les sites du CEA. Le séjour de courte durée s'entend comme suit :

- pour les salariés d'entreprises extérieures français et étrangers ressortissants de l'Union Européenne : vingt jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six mois,
- pour les salariés d'entreprises extérieures non ressortissants de l'Union Européenne : cinq jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six mois,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire. Ce document doit impérativement préciser les dates d'ouverture et de fin de présent accord.

#### 4.3.3 Retrait de laissez-passer – retrait de personnel

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un agent du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au titre du présent accord.

Le Titulaire doit avertir le CEA quinze jours à l'avance, avant tout retrait ou remplacement d'un des agents normalement affectés à l'exécution du présent accord. Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

#### 4.3.4 Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le personnel du Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les sites du CEA, et plus généralement, à toutes instructions qui lui seront données par le CEA. Le Titulaire prend le même engagement en ce qui concerne ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- aux articles R.4515-1 et suivants du code du travail (codifiant l'arrêté du 26.04.1996) prévoyant la constitution d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement / déchargement entre le Centre (ou sa plateforme de livraison) et le transporteur,
- aux règlements édictés par les Centres ou les établissements CEA concernés en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut avoir accès aux établissements CEA.

#### 4.3.5 Respect par le Titulaire de l'accord de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre lors de la conclusion du présent accord et, le cas échéant, tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution :

- les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 du Code du travail (s'il est établi à l'étranger) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées.

#### **4.3.6 Sous traitance**

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les conditions définies à l'article 7 des CGA.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation.

Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger notamment de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord.

Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le Code de la commande publique.

Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

Les prestations, objets de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le Titulaire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

#### **4.4 Obligations du CEA**

Le CEA s'engage à :

- communiquer toute information, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des prestations ;
- contrôler de manière continue la réalisation des prestations ;
- effectuer les actions de communication en interne au CEA, qui seraient nécessaires pour la réussite des prestations du Titulaire ;
- dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé, le cas échéant.

### **ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

#### **5.1 Formalisme des bons de commandes**

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu un bon de commande écrit du CEA qui comportera a minima les éléments suivants :

- l'unité prescriptrice,
- le n° du bon de commande (n° en 4001 / 4600) et le code service,
- la référence du présent accord-cadre (50000XXXXXX).
- le montant du bon de commande,
- le délai de livraison souhaité,
- le destinataire final,
- l'adresse de livraison,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes sont réalisés à partir de l'application d'achat en ligne interne CEA (dénommée « PACHA ») ou du système de gestion CEA (dénommé « SIGMA »). Ils sont transmis au Titulaire :

- par voie électronique dans le cas de commandes PACHA ;

- par tout autre moyen dans le cas de commandes du système de gestion du CEA dénommé SIGMA (un modèle de bon de commande est fourni en annexe 3).

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au CEA tout bon de commande ne relevant pas du périmètre de l'accord.

Le Titulaire ne pourra procéder à la livraison qu'après avoir reçu ce bon de commande. Toute commande verbale reçue doit être refusée par le Titulaire.

Dans le cas où des produits ne figurent pas dans le catalogue spécifique CEA, ces produits feront l'objet d'un devis préalable référencé et détaillé dans lequel sont précisés la désignation des produits ainsi que l'explication détaillée de leur fonction et les références correspondantes du Titulaire. Le devis devra comporter les éléments demandés pour la constitution des bons de commandes et devra faire apparaître distinctement le prix « public » ou le prix « de référence » et le pourcentage de remise associé.

## **5.2 Constitution du catalogue spécifique CEA – Excel et Pacha**

Dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent accord-cadre, le Titulaire s'oblige à constituer un catalogue personnalisé aux besoins du CEA sous forme Excel et sous forme électronique selon les dispositions du KIT PACHA visé à l'article 2.

## **5.3 Evolution du catalogue spécifique CEA – Excel et Pacha**

La liste des produits figurant au catalogue CEA peut être mise à jour à la demande du CEA, par ajout ou suppression d'un produit.

Dans le cas où un produit commandé dans PACHA est devenu obsolète ou n'est plus disponible, le Titulaire en informera le CEA et proposera dans la mesure du possible un produit de remplacement (équivalence technique et prix).

La mise à jour du catalogue PACHA doit se faire au minimum une fois par mois et dans les 7 jours ouvrés suite à une demande du CEA. Le CEA valide toute évolution de la liste de produits du catalogue PACHA.

## **5.4 Délais applicables aux devis**

Le Titulaire s'engage à fournir un devis dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la demande du CEA. Si le CEA constate que le devis est incomplet (erreur ou non réponse au besoin), le Titulaire s'engage à corriger et réémettre le devis dans les plus brefs délais (2 jours ouvrés maximum).

## **5.5 Délais applicables aux bons de commande**

Le Titulaire s'engage à accuser réception auprès du CEA et à traiter les bons de commande dans un délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de leur envoi par le CEA.

## **5.6 Délais de livraison**

Le Titulaire s'engage à livrer le CEA dans un délai de 7 jours ouvrés maximum à compter de la réception du bon de commande émis par le CEA, sauf indication contraire dans le devis transmis par le Titulaire dans le cas de produits ne figurant pas au catalogue spécifique du CEA.

## **5.7 Conditions d'expédition**

Les produits commandés dans le cadre du présent accord sont livrés franco de port, d'emballage et d'assurance pour la France métropolitaine, jusqu'à leur remise à l'adresse indiquée sur le bon de commande.



## **5.8 Conditions de livraison**

Le Titulaire s'oblige à livrer durant les heures et jours ouvrés, hors jours de fermeture du centre ou tiers subrogé. Il doit se renseigner chaque année auprès de chaque établissement CEA pour connaître les horaires d'ouverture et les jours de fermeture de l'établissement.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse indiquée sur la commande émise par l'établissement CEA et conformément à leurs conditions particulières de réception/livraison.

### **5.8.1 Bon de livraison**

Chaque commande doit être individuellement emballée et accompagnée d'un bon de livraison à l'extérieur du colis reprenant les données suivantes :

- le numéro de commande ;
- la date d'expédition ;
- la référence des produits ;
- la quantité commandée ;
- la quantité livrée ;
- l'unité et le nom du destinataire final ;
- le n° de bâtiment du destinataire final.

Les livraisons partielles devront être exceptionnelles et faire l'objet d'une acceptation préalable écrite du destinataire final qui doit être informé des délais de livraisons pour le solde de livraison.

Le Titulaire doit pouvoir, sur demande du CEA, fournir toutes les preuves de la livraison du produit commandé (bons d'expédition, bons de livraison signé par le réceptionnaire, etc....).

### **5.8.2 Conditionnement – Emballage**

Les informations relatives au conditionnement et à l'emballage doivent impérativement être jointes au catalogue des produits référencés au titre du présent accord-cadre.

Le conditionnement (emballage unitaire) doit être adapté aux besoins des utilisateurs, en fonction des produits et des volumes commandés.

L'emballage et le suremballage doivent être prévus d'une façon suffisante, afin de préserver l'intégrité du produit et d'éviter toute dégradation en cours de transport, de manutention, voire de stockage.

Le contrôle des colis, de leur contenu et de la conformité des produits commandés est assuré par le destinataire final indiqué sur la commande.

### **5.8.3 Livraisons non conformes**

Dans tous les cas de non-conformité de la livraison initiale, le Titulaire prend à sa charge tous les frais afférents (frais de transport retour, frais de gestion, ...).

Les non conformités de livraison faites en application du présent accord sont réglés de la manière suivante :

#### ***➤ Produit manquant lors d'une livraison***

Le destinataire a la possibilité :

- soit de ne pas régler la facture correspondante au produit non livré,
- soit de demander au Titulaire de donner la preuve que le produit a bien été livré.

➤ *Erreur d'adresse de livraison par le Titulaire*

En cas d'erreur de livraison, le Titulaire assume les conséquences sans aucun frais supplémentaire au bénéficiaire.

➤ *Non-respect des consignes de livraison des établissements*

En cas de non-respect des consignes de livraison des établissements, la livraison est déclarée non conforme. Le Titulaire reprend la livraison complète et effectue une nouvelle livraison.

➤ *Emballage détérioré*

Le destinataire a la possibilité :

- de demander la reprise du produit dont l'emballage est détérioré par le Titulaire,
- de demander une nouvelle livraison au Titulaire.

#### 5.8.4 Réception des commandes

Le produit réceptionné n'est accepté qu'après contrôle quantitatif et qualitatif par le destinataire final du CEA. Chaque réception fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire signé des Parties clôturant les commandes.

Le PV de réception mentionnera le cas échéant, les réserves du destinataire, sur la commande, ainsi que le délai de traitement par le Titulaire de ces réserves.

Le CEA dispose de 10 jours ouvrés après la date de livraison, pour vérifier l'état et la conformité du produit livré et faire toutes les réserves utiles.

Tout produit non conforme est refusé et repris par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés après la date de l'avis de refus du destinataire. Le cas échéant, le Titulaire doit faire le nécessaire pour assurer, à ses frais, le remplacement ou la remise en état du produit non conforme dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande du destinataire. En outre, le Titulaire met en place une procédure de reprise des produits non-conformes.

### **ARTICLE 6 – SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD**

#### **6.1 Réunion d'enclenchement et Comité de pilotage (COPIL)**

Une réunion d'enclenchement aura lieu au démarrage de l'accord.

Ensuite, des Comités de pilotage auront lieu tous les semestres à la demande du CEA, et a minima une fois par an. Les représentants du Titulaire et du CEA, ainsi que des interlocuteurs techniques des centres seront présents.

Les réunions de ce comité sont organisées par le Titulaire. Elles permettent :

- de formaliser les évolutions du catalogue ;
- d'analyser les prix liés aux prestations ainsi que les aspects facturation ;
- de faire le point sur le respect des délais ;
- d'analyser les problèmes techniques et organisationnels, les statistiques, les éventuels besoins d'évolutions logistique.
- de mettre en place le suivi et les éventuels plans d'actions adoptés.

La préparation des informations statistiques et tableaux de bord, permettant d'assurer le suivi de la prestation, sont à la charge du Titulaire. Ces informations doivent être produites par lui et communiquées au CEA au moins 5 jours ouvrés avant la date de réunion fixée pour chaque comité.

Ces réunions font l'objet de compte rendu établi par le Titulaire soumis au CEA sous 5 jours ouvrés suivant la date de réunion et validé par le CEA sous 5 jours ouvrés.

Un bilan annuel détaillé et écrit de la prestation est établi par le Titulaire et validé par les Parties.

## **6.2 Remise de documents**

Tous les dossiers ou rapports remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur les supports suivants :

- Microsoft WORD version 2010 ou supérieure pour les documents écrits,
- Microsoft EXCEL version 2010 ou supérieure pour les tableaux chiffrés.

Chacun d'eux est remis au CEA par mail aux interlocuteurs CEA désignés à l'article 6.4.

## **6.3 Bilans statistiques**

Le Titulaire s'engage à communiquer, à l'expiration de chaque période semestrielle, les états statistiques suivants détaillant les volumes livrés à chaque établissement CEA et les chiffres d'affaires correspondants :

- Etat des livraisons et suivi du SAV:
  - la référence, la marque du produit,
  - le centre sur lequel le produit a été livré,
  - la date d'achat, et de livraison,
  - le suivi des éventuels retours au SAV,
  - le détail de la garantie.
- Suivi des bons de commandes et facturations : ce bilan reprend, bon de commande par bon de commande :
  - le n° d'affaires,
  - l'établissement CEA,
  - le numéro du bon de commande,
  - la date du bon de commande
  - le libellé et la référence (distributeur et fabricant) du produit,
  - le montant du bon de commande.
- Suivi de la qualité de service : ce bilan comprend la remise des éléments suivants :
  - le taux d'erreurs de livraisons,
  - le taux de retard de livraisons,
  - les taux de retour pour non-conformité à la livraison,
  - les taux de retour pour défectuosité.

Le suivi des dispositions environnementales est contrôlé annuellement par un tableau notamment les éléments suivants :

- les produits écoresponsables (issu réemploi, réutilisé, matière recyclée etc.) proposés,
- le volume de matières issues du réemploi, réutilisées ou recyclées dans le produit,
- la masse de matières issues du réemploi, réutilisées ou recyclées dans le produit.

## **6.4 Correspondants**

Le **pilotage du présent accord** est assuré par :

En ce qui concerne la partie technique :

M. Christian Le Breton  
Adresse mail : [clebreton@cea.fr](mailto:clebreton@cea.fr)

En ce qui concerne la partie commerciale :

Mme Hélène Vayssette  
Adresse mail : [helene.vayssette@cea.fr](mailto:helene.vayssette@cea.fr)

Chaque centre CEA bénéficiaire de cet accord désignera un **interlocuteur technique local**, dont les coordonnées seront fournies au Titulaire lors de la réunion d'enclenchement.

## **ARTICLE 7 – GARANTIE**

La garantie s'exerce suivant les conditions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022), désigné dans l'article 2 du présent accord.

Les produits bénéficient d'une garantie constructeur pièces et main d'oeuvre minimum de 12 mois contre tout défaut ou vice de fabrication apparaissant à compter de la réception. Le Titulaire sera tenu de faire enregistrer les garanties auprès des constructeurs.

## **ARTICLE 8 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

### **8.1 Clause environnementale**

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les lois et réglementations environnementales en vigueur depuis l'approvisionnement du produit jusqu'à sa livraison au CEA. De plus, le Titulaire s'engage à adopter des pratiques durables tout au long du processus, en minimisant les déchets, en favorisant l'efficacité énergétique et en privilégiant des matériaux respectueux de l'environnement (réutilisables ou recyclés), notamment pour l'emballage.

Les déplacements effectués dans le cadre de l'accord devront être réduits en terme d'impact environnemental. Ainsi le Titulaire s'engage à utiliser des modes de transports limitant les émissions de gaz à effet de serre.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion de suivi.

### **8.2 Clause sociale**

Le Titulaire s'engage à prendre a minima deux mesures de progrès social en faveur des personnels participant de manière directe ou indirecte à l'exécution des prestations. Ces mesures peuvent concerner l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, l'emploi des personnes en situation de handicap, la formation des jeunes en situation de décrochage scolaire, l'égalité et la mixité professionnelle, la lutte contre les discriminations et l'amélioration des relations et des conditions de travail. Les mesures seront engagées dès le démarrage de l'accord-cadre. Le Titulaire sera en mesure de justifier les actions réalisées dans le cadre de la prestation lors des réunions de suivi avec le CEA.

**ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIÈRES**

Le montant plafond de cet accord-cadre est fixé à la somme de :

Numéros des lots	Intitulés des lots	Montant Plafond
Lot 1	Fourniture de consommables d'impression	3 400 000 € HT
Lot 2	Fourniture de supports de stockage (hors LTO)	2 900 000 € HT
Lot 3	Fournitures d'accessoires informatiques	4 100 000 € HT
Lot 4	Fourniture de cartouches de données LTO	1 300 000 € HT

Ainsi, les prestations devront avoir des valeurs qui, au cumulé, ne pourront pas dépasser le montant maximum de l'accord-cadre. Le présent accord-cadre est conclu sans engagement financier ou de volume minimum.

Le Titulaire doit informer le CEA tous les semestres des montants totaux consommés dans le cadre de l'exécution de cet accord.

Le Titulaire est dans l'obligation d'alerter le CEA lors de l'atteinte de 50% puis 70% du montant plafond indiqué à cet article. A défaut, une pénalité pourrait être appliquée telle que mentionnée ci-après.

**ARTICLE 10 – CONDITIONS FINANCIERES****Lot 1, 2 et 3**

Au titre du présent accord-cadre, le Titulaire accorde les remises par marque définies en annexe 2, applicables sur les prix « publics » et prix « de référence ».

Les pourcentages de remise sur une marque s'entendent pour tous les produits de cette marque relevant du périmètre de l'accord-cadre, qu'il s'agisse de produits figurant au catalogue CEA ou de produits faisant l'objet d'un devis. Ces pourcentages de remise sont fixes et applicables sur toute la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas d'une baisse du prix « public » ou du prix « de référence » d'un produit figurant au catalogue CEA, le Titulaire s'engage à la répercuter sur le prix applicable au CEA dans un délai de 7 jours ouvrés.

**Lot 4**

Les prix des produits FUJIFILM applicables au démarrage du présent accord-cadre sont ceux figurant en annexe 2. Ces prix peuvent évoluer à la demande du CEA ou du Titulaire selon les évolutions tarifaires annoncées par FUJIFILM. Cette demande d'évolution prendra la forme d'un courrier formalisé auquel seront joints les éléments justificatifs.

Au titre du présent accord-cadre, le Titulaire accorde également les remises par marque définies en annexe 2, applicables sur les prix « de référence ».

Les pourcentages de remise sur une marque s'entendent pour tous les produits de cette marque relevant du périmètre de l'accord-cadre, qu'il s'agisse de produits figurant au catalogue CEA ou de produits faisant l'objet d'un devis. Ces pourcentages de remise sont fixes et applicables sur toute la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas d'une baisse du prix « de référence » d'un produit figurant au catalogue CEA, le Titulaire s'engage à la répercuter sur le prix applicable au CEA dans un délai de 7 jours ouvrés.

## **ARTICLE 11 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT**

### **11.1 Modalités de facturation**

Depuis le 1er janvier 2017, la dématérialisation des factures a été rendue obligatoire pour les grandes entreprises et pour le CEA par l'ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, complétée par le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et son arrêté d'application du 9 décembre 2016.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre de chaque bon de commande doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro S/REI du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (n° bon de commande et le n° de cet accord composé de 10 chiffres et porté en tête de cet accord lors de la signature.

### **11.2 Conditions de paiement**

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du présent accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

### **11.3 Régime fiscal**

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur.

- TVA

Le présent accord est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

- TCP (Taxe Copie Privée)

La taxe pour copie privée s'applique à l'acquisition de supports numériques et dispositifs de stockage utilisés pour la reproduction d'œuvres protégées par le droit d'auteur à des fins privées. Les prix appliqués par le Titulaire au CEA seront hors TCP.

Depuis 2012, le CEA est exonéré de cette taxe dès lors que les terminaux achetés ne sont pas utilisés pour des reproductions d'œuvres à usage privé. Cette exonération se fait sur demande du CEA à l'entité compétente.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des informations demandées dans les délais qui lui seront communiqués.

## **ARTICLE 12 - DURÉE**

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans fermes, du 1er juillet 2025 au 30 juin 2027.

Il est reconductible deux fois pour une année supplémentaire :

- du 1er juillet 2027 au 30 juin 2028,
- du 1er juillet 2028 au 30 juin 2029,

La reconduction éventuelle par le CEA est formalisée par courrier avec un préavis d'un mois avant la date de fin de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 13 - PENALITÉS**

### **13.1 Dispositions générales**

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé un préjudice.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sur la facturation.

### **13.2 Pénalités pour non-respect des délais**

Pour tout non-respect constaté des délais définis aux articles 5.4, 5.5, 5.6 et 5.8.4, le Titulaire encourt de plein droit une pénalité d'un montant de :

- 5 euros par jour ouvré de retard, pour toute commande inférieure à 1 000 euros,
- 0,5 % du montant de la commande par jour ouvré de retard, pour toute commande supérieure à 1 000 euros.

Ces pénalités sont plafonnées à 20 % du montant HT de la commande considérée.

Au-delà de ce plafond, la résiliation du bon de commande correspondant pourra être prononcée par le CEA sans mise en demeure préalable, les pénalités pour retard restant acquises.

### **13.3 Pénalité pour livraison non conforme**

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 10 € par livraison non conforme définie à l'article 5.8.3.

### **13.4 Pénalités pour non remise des indicateurs et statistiques**

En cas de non-remise des bilans semestriels/annuels dans les délais contractuels, une pénalité de 200 € pourra être appliquée pour chaque semaine de retard.

### **13.5 Pénalités pour non-respect des prix**

S'il est constaté que le prix d'un produit figurant au catalogue CEA ou communiqué par le Titulaire à la suite d'une demande de devis est supérieur de + 1% à celui issu de l'application des conditions financières définies dans le présent accord-cadre, le Titulaire sera redevable d'une pénalité de 20 euros par constat d'écart. Cette pénalité sera portée à 40 € à compter du vingtième écart par année contractuelle.

Ces pénalités s'ajoutent, le cas échéant, au remboursement des sommes indument perçues par le Titulaire dédommagement.

### **13.6 Pénalités relatives au catalogue spécifique CEA**

Si le Titulaire ne respecte pas le délai de constitution du catalogue personnalisé aux besoins du CEA sous forme Excel et sous forme électronique (Catalogue PACHA opérationnel) stipulé à l'article 5.2, il encourt une pénalité de 200 € par jour ouvré de retard.

Si le Titulaire ne respecte pas les délais de mise à jour du catalogue personnalisé aux besoins du CEA sous forme Excel et sous forme électronique (Catalogue PACHA opérationnel) stipulé à l'article 5.3, il encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

En cas de non-conformité du catalogue Pacha (fichier \*xls non complété, images et notices au format \*txt, \*pdf ou lien URL...) le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 € HT par jour ouvré à compter du sixième jour ouvré suivant le signalement fait par le CEA resté sans effet

### **13.7 Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux ou sociaux**

En cas de non-respect des engagements environnementaux ou sociaux pris par le Titulaire, du fait de l'absence des attestations et des justificatifs demandés au titre des considérations environnementales et sociales, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le



## **ANNEXE 1 - ETABLISSEMENTS CEA**

<b>Unités CEA principales</b>	<b>Unités CEA secondaires</b>
<b>CEA CADARACHE</b>	
<b>CEA CESTA</b>	CEA CESTA ILO
<b>CEA BRUYERES-LE-CHATEL (DIF)</b>	CEA DIF/ POLYGONE D'EXPERIMENTATION DE MORONVILLIERS
<b>CEA FONTENAY-AUX-ROSES</b>	CEA FAR/SITE EVRY/INSTITUT DE GENOMIQUE
<b>CEA GRAMAT</b>	
<b>CEA GRENOBLE</b>	CEA GRE / INES CHAMBERY
	CEA GRE / INSTITUT DE BIOLOGIE STRUCTURALE (IBS)
<b>CEA LE PONANT (siège)</b>	CEA LE PONANT
<b>CEA LE RIPAUT</b>	
<b>CEA MARCOULE</b>	CEA MAR/SITE PIERRELATTE
<b>CEA SACLAY</b>	CEA SAC / CERN
	CEA SAC / GANIL
	CEA SAC / INSTITUT D'IMAGERIE BIOMEDICALE (I <sup>2</sup> BM)
	CEA SAC / INSTN
	CEA SAC / Ecole Polytechnique (LSI et LULI)
	CEA SAC / Nano-INNOV
	CEA SAC / ORSAY/SHFJ
	CEA SAC / SMERI / Site du Vesinet
	CEA SAC / Site d'Itteville
	CEA SAC / Site Orme-des-Merisiers
<b>ANTENNES CEA TECH</b>	CEATECH AQUITAINE – 33607 Pessac CEATECH PAYS DE LA LOIRE – 44340 Bouguenais CEATECH MIDI PYRENEES - 31 055 TOULOUSE CEATECH PACA - 13 108 Saint Paul lez Durance CEA TECH LORRAINE - 57070 METZ

## **ANNEXE 2 – Conditions financières**

A compléter après remise des offres



### ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE

<u>Référence de l'accord : 500000xxxx</u>	<u>N° du Bon de commande : xx</u>	<u>Date du bon de commande : xx</u>
---	-----------------------------------	-------------------------------------

n°	Description du produit	Montant unitaire en € HT	Quantité	Montant total € HT	Délais et lieu de livraisons
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
MONTANT TOTAL DU BON DE COMMANDE					

*L'ensemble des informations mentionnées ci-avant doivent être conformes avec les mentions faites dans l'accord.*

Date et signature CEA